

Message de EPSU

Chers collègues,

Un rapport a été publié par le « Corporate Europe Observatory » sur Véolia Environnement et ses activités de lobbying dans le secteur de l'eau : « Ouvrir les robinets à Bruxelles » le 17 décembre 2008.

On peut trouver ce rapport sur :

<http://www.corporateeurope.org/docs/turning-on-the-taps.pdf>

Ce rapport montre que ce que Véolia prétend est éloigné de l'étendue et de la réalité de ses activités.

Véolia a construit un réseau considérable d'influence, et promet constamment une approche orientée vers le profit plutôt que vers la préservation des ressources. Elle met en avant d'énergétivores et coûteuses technologies de traitement comme réponses à la crise de l'eau et demande à la Commission européenne de se prononcer contre les partenariats public/public.

Nous pensons que ce rapport fournit un aperçu des activités de cette et des autres grandes sociétés multinationales qui cherchent à influencer l'ordre du jour européen.

Dotées de moyens financiers conséquents, ces sociétés sont ainsi à même de déterminer les politiques, et promouvoir la libéralisation et la privatisation des services de l'eau au détriment des options d'une eau publique.

N'hésitez pas à utiliser ce rapport pour alarmer les élus politiques locaux et nationaux sur les risques encourus.

Ce rapport est complémentaire du travail réalisé par EPSU sur les partenariats public/privé, leurs coûts et leurs échecs.

Jan Willem Goudriann

EPSU

Fédération européenne des syndicats de service public.

www.epsu.org

OUVRIR LES ROBINETS A BRUXELLES

Les activités de lobbying de Véolia Environnement
dans le domaine de l'eau au niveau européen.

Corporate Europe Observatory
Décembre 2008

Introduction

L'eau, cet élément vital à toute existence, est devenue un enjeu politique majeur. Des millions de gens n'ont pas accès à l'eau potable ou à l'eau sanitaire, pendant que les pressions sur le secteur de l'eau amènent à des tensions économiques et politiques à travers le monde. L'eau attire désormais des entreprises dont ce n'était pas le secteur d'activité, et doit s'adapter à de nouvelles demandes.

L'entreprise française Véolia, la plus grande entreprise mondiale du secteur, gère l'eau potable, la fourniture aux entreprises, les eaux usées. Elle se présente elle-même comme le leader des « services environnementaux ». Selon le dirigeant de son exécutif Henri Proglia : « un développement durable est une opportunité majeure pour notre économie. Nous devons trouver des accords entre l'Etat, les entreprises et les citoyens ».

Un environnement politique stable est en effet crucial pour Véolia. L'eau courante est un monopole naturel, qui permet de faire supporter les coûts aux consommateurs. Ceci explique peut-être pourquoi, au vu de la nature vitale de l'eau, 90% de ces services sont gérés par le secteur public.

L'Union Européenne est un acteur important concernant la régulation de l'eau. Les grandes politiques en la matière sont issues de la directive européenne (2000/60/EC). La fourniture d'eau potable est gouvernée par le principe de subsidiarité. Le secteur de l'eau reste hétérogène en Europe, selon les situations locales.

Quoiqu'il en soit, Véolia a une histoire de 150 ans, en coopération étroite avec les autorités publiques françaises. En plus d'une forte présence dans son pays natal, elle gère des milliers de services locaux en Europe comme en Grande-Bretagne, dans la République tchèque, la Slovaquie et la Roumanie et une expérience plus limitée au Portugal, en Italie, en Hongrie, en Pologne et en Suède.

Véolia occupe des bureaux à Bruxelles, fait partie de différentes associations professionnelles et participe à des ateliers de travail et conférences, tout en travaillant avec les institutions européennes. Cela est significatif, mais en quoi ?

Il est difficile de juger des enjeux. Comment Véolia peut-elle influencer sur la politique européenne ? Quelles sont les conséquences de ses activités ?

Ceci est le but de ce rapport.

Contexte.

Les importants enjeux auxquels l'eau doit faire face sont notamment la lourde pollution venant de l'agriculture intensive, les polluants industriels et autres produits chimiques mais aussi à une sur – exploitation des ressources (surtout l'eau souterraine) et à des infrastructures vétustes.

La demande en eau est en fait en train de baisser dans de nombreuses parties de l'Europe, avec la désindustrialisation notamment. Il y a un problème financier. Les fournisseurs privés comptaient sur une augmentation des ventes.

Le secteur privé de l'eau a besoin d'un nouveau modèle, c'est un débat crucial au sein des acteurs clés de cette industrie.

Véolia a proposé des solutions, comme miser sur les technologies pour augmenter les ventes ou encore étendre ses activités afin de gérer le cycle entier de l'eau.

Une approche alternative peut être illustrer par l'exemple de Munich qui en 1991 a mis en place une agriculture biologique afin de réduire le niveau de nitrate et de pesticides. 16 ans plus tard, la conclusion est claire : le niveau de nitrate a baissé de 43% et les pesticides de 54%. Promouvoir une agriculture biologique coûtait moins cher à Munich que de traiter les eaux polluées.

Histoire :

L'histoire de Véolia débute en 1853 sous le nom de la Compagnie générale des eaux. Au départ, elle a joui de privilèges : un prix fixe de l'eau, la garantie du monopole en échange du développement des services et des infrastructures. Son premier contrat a été signé avec la ville de Lyon en 1854, mais elle a vite grandi avec d'autres villes françaises et européennes en travaillant en étroite collaboration avec les autorités publiques en se servant du modèle de la délégation. Elle a été à l'origine de fonds pour les partis politiques, ce qui explique pourquoi elle a échappé aux vagues de nationalisation de 1946 et 1981.

Son évolution a été graduelle. En 1953 elle s'attaque au traitement des eaux usées. Elle prend alors de l'essor, touchant de nouveaux secteurs comme l'énergie, les médias, les transports, la construction et l'immobilier.

En 1998, suite à des affaires de corruption, elle change son nom en Vivendi. Elle prend alors des parts dans différents groupes de médias et de loisirs. En 2000 elle fusionne avec les studios Universal. Mais en 2001, le crack met fin à sa rapide extension. Vivendi Universal perd 23,5 milliards en 2002, la pire perte d'une compagnie française dans l'histoire. Jean-Marie Messier, son PDG, doit démissionner car est accusé de fraude et doit payer une amende. Vivendi Universal se transforme alors en Vivendi Environnement, puis en avril 2003 en Véolia environnement.

Véolia Environnement :

La société, dirigée par Henri Proglio (il a fait toute sa carrière dans la société) a adopté un profil modeste, restructurant et abaissant ses dettes et a mis la priorité sur une croissance interne. Elle fait à nouveau des bénéfices en 2004. En 2006, elle rachète l'opérateur Cleanaway, elle rate sa participation dans Vinci. On considère qu'elle a gagné la compétition sur l'eau avec l'autre importante société : Suez Environnement.

La nouvelle stratégie de la société, souligne Proglio, est de se focaliser sur un développement durable, d'avoir une vision à long terme et le sens des responsabilités. L'environnement serait l'axe de développement de l'entreprise. Avec plus de 4 400 contrats dans le monde, Véolia Eau est le leader des entreprises privées, et s'est vite développée hors d'Europe, surtout en Chine et dans le golfe persique. Malgré cela, elle doit faire face à différents problèmes, mais les résultats de 2008 sont bons, et les actionnaires ont eu un gain de 10%.

1 – Les activités de Véolia Environnement

Le siège des affaires européennes est 26 rue des Deux églises à Bruxelles, à quelques centaines de mètres des institutions européennes. Il est dirigé par Jean-Claude Banon qui a travaillé 25 ans dans l'entreprise. Il avait dirigé Véolia USA et Véolia UK. Il est assisté de Cédric de Meeûs, député et David Berman, qui est payé par l'Etat français.

Le directeur des relations avec les institutions européennes est Bernard Buffetud, qui siège dans le Comité Economique et Social Européen (CESE), mais est basé à Paris. Joachim Bitterlich, (ex ambassadeur allemand) est le vice-président de Véolia pour les affaires internationales. Ses positions pro-européennes font qu'il bénéficie d'un large crédit dans les circuits de l'Union européenne.

Le bureau de Véolia à Bruxelles a un rôle de représentation, travaillant sur les règles législatives. Il fait des rapports au quartier général, il analyse les impacts de la législation européenne en liaison avec des spécialistes.

Au début 2008, le bureau fut incorporé dans une nouvelle société, Véolia Environnement Services Europe, qui s'occupe de finances. Le 31 janvier 2008, le capital de cette nouvelle société est passé de 100 000 € à presque 2,5 milliards. La Belgique vient d'introduire des nouvelles mesures sur le capital.

1-1. Les politiques européennes sur l'eau, Véolia et débat sur public contre privé.

Dans le domaine de la fourniture d'eau, il y a au moins trois grands modèles de gestion : la privatisation complète comme dans le cas unique de la Grande-Bretagne, une gestion directe publique (modèle dominant en Europe) et les délégations de service public, modèle dominant en France ces 150 dernières années.

A cause de cette diversité et des controverses, certains attendent de la Commission Européenne qu'elle définisse ce service. Elle s'est donc emparé du sujet.

Véolia cherche à influencer l'approche de la Commission en appelant à « une gestion plus efficace des opérateurs » et à « une réflexion sur les modes de gestion ». En 2004 et 2005, les représentants de Véolia, aidés par des consultants privés, se sont plaint de la « discrimination entre les opérateurs publics et privés ». Ils demandent une plus grande transparence, des contrats plus longs pour plus d'efficacité dans les réparations, la maintenance et les investissements dans les infrastructures. Véolia travaillant avec le cabinet Stewart a tenté de mettre en avant les partenariats public/privé.

Véolia Environnement voit dans les opérateurs publics ses principaux concurrents, et les attaque régulièrement en justice. En un mot, Véolia demande une protection contre les approches non commerciales dans le secteur européen de l'eau. Mais pour l'heure, la commission ne couvre pas cette position.

1-2 L'environnement est un challenge industriel.

Politiques environnementales de Véolia et de l'Union européenne : le directoire général pour l'environnement (DG ENV) est un point de contact névralgique pour Véolia à Bruxelles.

La politique environnementale de l'Union européenne détermine les politiques de états membres. Il y a eu peu de législations en la matière ces dernières années. Avec la directive qui fixe un cadre sur l'eau, on reste au niveau de choix étatiques. Il reste que le directoire général pour l'environnement a des discussions sur les stratégies d'implantation, la révision de la législation existante comme par exemple le domaine de l'eau potable...

Sur beaucoup d'enjeux, surtout les aspects techniques des directives, Véolia ne travaille pas avec ce directoire, mais délègue à des groupes spécialisés, en particulier l'EUREAU.

Adaptation au changement climatique : Prévention ou soin ?

En 2007 le directoire s'est prononcé sur cette question, disant que pour Véolia c'était une opportunité de présenter sa vision des challenges à venir. Un document de sept pages a listé des mesures concernant les aspects industriels à mettre en place pour s'adapter au changement climatique, mais aussi comment gérer au mieux les technologies afin de bien gérer le cycle de l'eau. Ce document montre aussi l'importance de l'Union européenne qui doit intégrer ce changement dans ses politiques, et appuie sur la nécessité d'un partenariat entre les secteurs public et privé. Les opérateurs privés peuvent « *jouer un rôle important en aidant les villes et régions à prendre des décisions sur les investissements et les infrastructures* » souligne Véolia.

Pour résumer, Véolia veut être à même de faire payer les surcoûts par les clients. La société dit que les demandes des clients sont « *complexes* » et que des situations d'eau abondante et de bonne qualité ne peuvent que générer des profits.

Les propositions de Véolia face au changement climatique vont bien dans le sens du profit, elle penche plus vers un usage intensif que vers la diminution de l'usage des ressources naturelles.

Le dessalement.

Véolia est en train de développer ce secteur, car c'est pour elle un bon moyen de produire de l'eau potable et un moyen de lutter contre la pénurie de l'eau de source. Le dessalement n'est

pas simple souligne Véolia en 2006, « *les principaux problèmes rencontrés sont techniques, mais aussi liés à une importante consommation ainsi qu'aux impacts environnementaux* ». Pour Véolia on peut contrer les problèmes grâce à la technologie, notamment avec un prétraitement qui réduit le niveau d'énergie à utiliser. Il est crucial de baisser les coûts. La section recherche et développement (R&D) met l'accent sur l'impact concernant la vie sous-marine qui pourrait se révéler catastrophique.

1-3 les politiques d'aide de l'Union européenne : faites ce que je dis, pas ce que je fais.

La fourniture d'eau potable est régie par le principe de subsidiarité, les politiques de développement et les fonds d'aide. Jusqu'en 2006, l'Union européenne était le premier partisan pour inclure le domaine de l'eau dans les règles de l'OMC, mettant les pays en voie de développement sous la pression des négociations du GATS. Véolia est actif dans l'EUWI (Initiative Européenne sur l'Eau) à travers 2 groupes : EUREAU et Aquafed.

2. La représentation indirecte de Véolia

Un lobby efficace est difficile à mettre en place sans alliances. Professionnels, associations, fédérations de l'industrie, groupes d'intérêt peuvent faire pression sur les autorités publiques. S'ils n'ont pas le même pouvoir que les sociétés, il reste qu'ils sont plus légitimes.

2.1 EUREAU, un axe central

Syndicat européen d'associations nationales des fournisseurs d'eau et des services des eaux usées, l'EUREAU est un acteur important dans l'Union européenne. Fondé en 1975, 25 états sur les 27 sont représentés, il représente 405 millions de consommateurs. La majorité des membres sont des opérateurs publics. EUREAU n'a que 3 employés à plein temps et un stagiaire, mais a un budget de 488 000 € en 2007 et avec un accès à de nombreux experts. Les décisions sont prises sur la base du consensus.

Les institutions européennes reconnaissent sa valeur, surtout la Commission. Cela s'illustre par la régularité des consultations. Véolia Environnement participe à EUREAU via FP2E, l'association nationale française des opérateurs privés de l'eau. Pour l'EUREAU, chaque état membre bénéficie de la liberté de choisir, le principe de subsidiarité doit être maintenu.

2.2 Aquafed, la voix du secteur privé ?

Créée en octobre 2005 par Suez et Véolia, cette Fédération internationale des opérateurs privés de l'eau est basée à Bruxelles au cœur de l'Union Européenne. Elle déclare représenter plus de 200 opérateurs privés dans 38 pays dans le monde. Elle emploie 7 personnes à Paris (où se situe le siège) et à Bruxelles. Elle est dirigée par Gérard Payen (de Suez Environnement). Les attributions officielles de la fédération sont « *de promouvoir à un niveau international la participation du secteur privé* ». Elle publie des articles, et s'implique dans des consultations avec les Nations Unies ou encore la Banque mondiale. Comme représentant des sociétés privées, Aquafed peut faire la promotion de l'agenda de privatisation de Véolia d'une façon qu'EUREAU ne peut pas faire.

Le représentant d'Aquafed à Bruxelles prétend que la Fédération n'a pas pour vocation le profit et qu'elle a établi des liens avec les ONG. Il reste que ses membres appartiennent à des sociétés appartenant elles-mêmes à Véolia et Suez. Une seule des 15 sociétés membres n'est pas gérée par eux. On note que 5 associations nationales, en Ouganda, au Chili, aux USA, en France et au Brésil, sont plus ou moins liées à Véolia ou à Suez.

Est-ce que la fédération fait du lobbying sur l'Union européenne ?

Il semble évident qu'Aquafed justifie ici son rôle, mais il est impossible de le prouver. Aquafed sert Véolia. Mais du fait qu'elle n'a pas encore publié son budget, les opérations ne sont pas claires.

2.3 La recherche en action

Véolia est active dans la recherche et participe à plusieurs programmes financés par l'Union européenne. En juin 2008, l'objectif principal portait sur le développement des technologies d'adaptation au climat et au potentiel d'utilisation des eaux usées comme source d'énergie. Il reste que pour Véolia ces domaines sont du ressort des Etats et non des compagnies.

2.3 Le partenariat européen – Un consensus trop consensuel ?

Le partenariat européen sur l'eau (EWP), créé en 2006, souhaite représenter ses Etats-membres et les différents intervenants dans le débat sur l'eau. Il compte environ 50 membres, public et privé, des organisations internationales, des sociétés, des ONG et Aquafed.

Il est dirigé par Tom Vereijken. Le vice-président est Friedrich Barth. Il rassemble différents partenaires nationaux, de Hollande, Danemark, Allemagne et France, désignés par leur Etat pour représenter les intérêts de l'industrie de l'eau à l'étranger. Ce partenariat refuse de révéler son budget et n'a rien publié à ce sujet. Il fait du lobbying vis à vis du Parlement européen. Il a formé un groupe informel sur les enjeux de l'eau (« le Club dauphin »). Il a été partie prenante au 5 ème forum sur l'eau à Istanbul en 2008, évènement organisé par le secteur privé. Si Véolia n'est pas un membre direct, il reste qu'elle sponsorise certains évènements.

2.4 Autres lobbies de l'eau.

Il existe d'autres lobbies qui représentent directement ou non Véolia et qui peuvent influencer sur les politiques européennes.

L'association européenne de l'eau (EWA). Véolia en est membre au travers d'ASTEE, une association française de professionnels de l'eau. Créée en 1981, elle compte environ 25 associations européennes, chacune représentée par des professionnels, des techniciens et des consultants. EWA est membre de l'IWA, association internationale de l'eau. Cette dernière est très active au niveau européen et son conseil stratégique est dirigé par Gérard Payen, le directeur d'Aquafed et chef de l'exécutif de Suez environnement.

Le FWP, le partenariat français de l'eau. C'est une plateforme créée par l'Etat français afin de promouvoir le secteur de l'eau à l'étranger. Situé à Paris, le secrétariat est tenu par ASTEE. Il joue un rôle important sur le plan international.

2.5 Véolia environnement et l'Etat français, une affaire publique/privée.

Les frontières sont floues entre l'Etat et Véolia. De nombreux dirigeants de Véolia sortent de l'Ecole des Ponts et Chaussées, une institution d'élites à l'origine des dirigeants en France.

L'Etat français détient la plus grande partie de Véolia (à travers CDC et EDF). Il y a beaucoup d'exemples d'employés venant du public pour aller dans le privé.

Stéphane Richard, qui est à la branche transport de Véolia, était directeur de cabinet du ministère des finances en 2007, Sylvain de Forges, qui s'occupe des opérations financières depuis 2003, vient aussi de ce ministère. Rainer d'Haussonville, directeur des affaires européennes était député et travaillait au secrétariat général des affaires européennes ainsi qu'au cabinet du premier ministre pour les affaires économiques européennes (2005-2007). Henri Proglgio était un ami de Jacques Chirac et est un proche aujourd'hui du gouvernement de Nicolas Sarkozy.

2.6

En France, Véolia Environnement est proche de plusieurs lobbies. Le MEDEF, l'AMRAE (association française des risques de gestion), l'AFEP, sûrement un des plus puissant, qui apparaît au CAC40, le Cercle de l'Industrie (qui mélange sociétés et politiciens) et le Cercle

des Délégués Permanents Français, co-fondé par le MEDEF qui a pour rôle de promouvoir les intérêts français à Bruxelles.

2.7

Il existe des milliers de lobbyistes à Bruxelles, et il est très complexe de comprendre leur fonctionnement.

-ESF : le forum européen des services est le plus grand lobby à Bruxelles, et a fait partie des négociations de l'OMC, appelant à mettre l'eau dans le cycle du GATS. Véolia est membre de ce lobby.

- Business Europe : un des plus méconnus à Bruxelles, géré par Claude Banon (un représentant de Véolia).

L'absence de transparence fait qu'il est impossible d'avoir accès à leur travail et au coût que cela représente.

2.8 Think Tanks.

Ils jouent un rôle important dans les choix politiques. Experts, hommes d'affaires, politiciens se présentent en général comme neutres dans le débat, mais c'est faux. Véolia paie pour être membre dans différents Think.Tanks, comme Confrontations Europe, la Fondation Robert Schuman, les Amis de l'Europe et Notre Epoque. Elle a même créer le sien : l'Institut de Véolia Environnement.

Son but est de produire des documents scientifiques, de faire se rencontrer les grands noms de la communauté scientifique, y compris le prix Nobel Amartya Sen.

Conclusion :

Véolia Environnement a tissé un réseau impressionnant qui lui permet de promouvoir directement ou non ses intérêts au niveau de l'Union Européenne. Contrairement à ce qu'elle dit, elle n'est pas une source d'informations sur les lobbies. Les omissions sont nombreuses, sur la recherche, l'accès aux documents...

Elle bénéficie, grâce aux lobbies et aux Thin Thanks, de pouvoirs auprès des institutions européennes. De plus on note le caractère politique des personnes qui y travaillent, d'où une influence sur les rapports et la pression exercée.

Les activités de Véolia ne sont pas seulement opaques, elles constituent un préjudice du fait que l'environnement soit concerné. Elle a beau se vanter d'engagements pris en faveur de l'environnement, elle met l'accent sur l'intensification et non sur la préservation des ressources naturelles. En autres mots, la pollution peu être rentable.

Laisser ce marché se développer sans s'attaquer aux causes de la pollution n'est pas une option durable.